PrÉsidence

de la Paris, le 22 septembre 2014

République

NOTE

 à Monsieur le Président de la République

 ----

s/c de Monsieur le Secrétaire General

***Objet : Questions d’actualité SIG - 22 septembre 2014***

1. **Conférence de presse : des messages qui passent difficilement**
* **Un peu moins de la moitié des Français disent ne pas avoir assez entendu parler de la conférence de presse** pour pouvoir juger des différents items.
* Le clivage gauche-droite ne joue pas sur ce point. En revanche, **les plus éloignés de l’information politique (les CSP- et les jeunes en particulier) sont plus nombreux à ne pas se prononcer** (jusqu’à 60%). Le dispositif actuel laisse ainsi toute une partie des Français hors des rayons de notre message.
* Parmi ceux qui disent pouvoir en juger, **seules les explications sur la politique étrangère de la France ont convaincu** (34% contre 18%). Les résultats sont **inverses sur la politique économique** (16% estiment que le PR l’a « *bien expliqué* » contre 36% non), ce qui rejoint le sondage Harris Interactive de vendredi soir, plus précis.

**Les jugements sur les traits d’image restent critiques** : 19% contre 45% ont trouvé le Président « *à l’écoute des préoccupations des Français* » ; 19% contre 49% ont jugé qu’il s’est « *montré à la hauteur de sa fonction* ».

A noter que 24% contre 37% l’ont trouvé « *davantage réaliste sur la situation de la France* », signe que les Français qui l’ont entendu ne l’ont pas trouvé trop grave ou pessimiste sur la réalité du pays (distance entre le jugement de l’opinion et des médias).

1. **Une volonté réformatrice toujours aussi importante…**
* **70% des Français sont convaincus que « *la France doit être réformée en profondeur* »** et 20% qu’elle « *doit être réformée, mais à la marge* ». **9% seulement pensent qu’elle « *n’a pas besoin d’être réformée* »**. Seuls les sympathisants FN sont un peu plus nombreux à souhaiter le statu quo (17%), mais même chez eux la demande de réforme en profondeur reste majoritaire (62%).
* **Presque la moitié des Français (44%) pensent que le gouvernement « *a la volonté de conduire les réformes* »**, ce qui est relativement élevé. A noter cependant que ce chiffre n’a **pas bougé en deux semaines** : la DPG et la conférence de presse n’ont donc pas convaincu davantage de Français de la volonté réformatrice du gouvernement.
1. **… mais un gouvernement jugé trop faible pour réussir ces réformes**
* Parmi les 44% de Français qui croient que le gouvernement veut conduire les réformes, **seuls 14% pensent qu’il y parviendra**, contre **30% qui pensent qu’il a la volonté mais n’y parviendra pas**. Le différentiel se réduit (-5 par rapport à il y a deux semaines) mais reste important.
* **Le vote de confiance ne semble pas avoir apporté un surcroît d’autorité ou de capacité d’action** au gouvernement : 36% des Français pensent que M. Valls « *sort renforcé* » du vote de confiance (contre 63% non) ; et 39% qu’il « *parviendra à mener sa politique* »(contre 60% non). Les électeurs de F. Hollande sont les seuls à penser, à une majorité relativement courte, que M. Valls parviendra à mener sa politique (56%) et qu’il sort renforcé de cette séquence (53%).
* Pourtant, le PS reste, avec l’UMP, le parti susceptible de **« *défendre le mieux les valeurs de solidarité et d’égalité du modèle social Français* »** (23% chacun). **Mais la concurrence est rude**, d’une part avec le **Front de Gauche** (21%), au discours plus clairement identifié que le nôtre à des valeurs (même si ses solutions sont davantage rejetées) ; d’autre part avec le **Front National** (19%).
* **Le volontarisme du gouvernement est ainsi vu, mais le sens de son action toujours pas** : 17% des Français pensent que le gouvernement « *sait où il va* ». Cela joue sans doute dans l’interprétation des résultats : **il est difficile de croire en la réussite du gouvernement lorsque ses objectifs restent confus aux yeux des Français** (les objectifs chiffrés sont en général perçus comme trop abstraits - cf. croissance - ou décrédibilisés - cf. courbe du chômage).
1. **Fiscalité : des Français qui restent incrédules, minés par un sentiment d’injustice**
* Seuls **26% des Français jugent « *crédibles* » les annonces fiscales de M. Valls** sur les réductions d’impôts, contre 74% qui n’y croient pas.

A noter que **ceux qui paient l’impôt sur le revenu sont moins nombreux encore à y croire** (23%).

* Autre signe d’incrédulité, **73% des Français ne croient pas que ces mesures vont « *contribuer à rendre le système fiscal plus juste* »**. A noter qu’**il s’agit d’un renversement**: lors des premières annonces de baisse d’impôt fin mai, 60% des Français estimaient alors qu’elles pouvaient contribuer à rendre le système fiscal plus juste.

Les assujettis à l’impôt sur le revenu sont aujourd’hui, là encore, plus nombreux que la moyenne (78%) à ne pas croire que ces mesures peuvent rééquilibrer l’injustice perçue. Même les sympathisants de la majorité ne sont pas convaincus (53% contre 47%).

Au total, **47% des Français** et **60% des professions intermédiaires** (classes moyennes) **pensent qu’ils paieront plus d’IR l’année prochaine** ; 11% seulement estiment qu’ils en paieront moins.

* **La mise en avant de la baisse du nombre contribuables assujettis à l’IR semble avoir soulevé des craintes que l’effort fiscal devienne plus lourd pour les autres**. La formulation de la question, très explicite pour dissiper les doutes, n’a pas suffi (« *M. Valls a annoncé que plus de 6 millions de ménages vont bénéficier de baisses d’impôts. Il a précisé que ces baisses d’impôts ne seront pas compensées par une hausse des impôts des autres contribuables ou par une hausse de la TVA* »), dénotant la profondeur de la défiance sur ce sujet. **Poursuivre le travail de pédagogie paraît important pour combattre ces craintes**.
1. **Retraites : un geste vu comme faible, à ne pas survaloriser**
* Pour **82% des Français**, les annonces concernant les retraites (augmentation du minimum vieillesse et prime exceptionnelle de 40 euros) ne sont **pas suffisantes**.
* Il paraît ainsi **difficile de pouvoir aller au-delà de la ligne actuelle en termes de valorisation de la mesure**, sauf à ne plus être entendu par l’opinion (i.e. reconnaître que ce n’est pas beaucoup, mais que l’essentiel était d’éviter une dégradation du pouvoir d’achat des petites retraites).

A noter que **les moins de 35 ans sont nettement plus nombreux à juger ce geste suffisant** (32%), signe que la redistribution se grippe…

1. **Irak : une opinion toujours divisée, peut-être pas encore formée**
* 50% des Français sont favorables « *à ce que la France participe à des bombardements aériens contre les islamistes en Irak, dans le cadre d’une coalition avec notamment les Etats-Unis* », contre 49% opposés.
* Les mouvements sont faibles depuis la semaine dernière (47/50), signe que **l’annonce des premiers raids n’a pas encore cristallisé l’opinion**. Les premiers éléments marquants qui seront perçus, dans un sens ou dans l’autre, pourraient faire pencher la balance de l’opinion.

 Adrien ABECASSIS